



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 04 Mars 2016 (1^{ère} séance)

Délibération n° COM 2016-03-01/07

OBJET : Avis sur le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND).

L'an deux mille seize, le quatre Mars à 19h40, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie de Port-Louis sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-quatre (24)

M. ANZALA Jean, M. ARTHEIN Victor, Mme ARMOUGON Betty, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Roselyne, M. CORNEILLE Denis, M. DARTRON Jean, M. DELTA Edouard, M. DONA-ERIE Alfred, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, Mme GUILLAUME Stella, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LAUG Caroll, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MANETTE Sandra, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, Mme MEKEL Alexina M. PORLON Pierre, Mme OUJAGIR Nadia, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, Mme SERMANSON Sylvia,

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Quatre (4)

M. ATAM-KASSIGADOU Moïse à Mme RAMPATH Sheila
M. LOMBION Jean-Claude à M. FRANCFORT Philipson
M. MANICOM à Mme CARABIN Gabrielle
M. ROUX Harry à Mme OUJAGIR Nadia

CONSEILLERS EXCUSES : Deux (2)

M. MORNAL Blaise, M. HILL Joseph

CONSEILLERS ABSENTS : Six (6)

Mme ALPHONSE épse TANCONS Louisiane, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, M. MITTEL Florent, Mme MOUNSAMY Fritz, M. SIOUMANDAN Rénalt.

A été élu secrétaire de séance : M. ARTHEIN Victor.

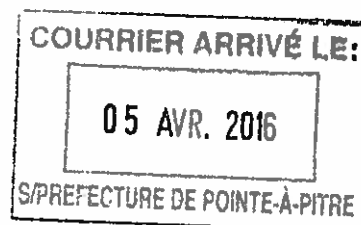
Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L. 5211-10 ;

Vu le Code de l'Environnement encadrant la procédure de consultation administrative relative à l'adoption du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux (PPGDND),

Vu l'arrêté préfectoral n° 2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;



Considérant que les préconisations du plan pour répondre aux exigences réglementaires sus mentionnées sont les suivantes :

Actions de prévention

- Accompagner le déploiement des Programmes Locaux de Prévention
- Prévenir la Production des Déchets Ménagers et Assimilés (de 586kg/hab en 2013 à 536kg/hab en 2022)
- Lutter contre le gaspillage alimentaire
- Accompagner le développement des recycleries
- Réduire les encombrants (de 114kg/hab en 2013 à 85kg/hab en 2022)
- Prévenir la production de biodéchets
- Sensibiliser les professionnels à la réduction de la production de déchets d'activité économique

Action/équipement de recyclage

- Densifier la collecte sélective des emballages ménagers et du verre en apport volontaire ou en porte-à-porte dans les secteurs urbains pertinents pour atteindre 36kg/hab en 2022 (10kg/hab en 2013)
- Créer 20 déchèteries supplémentaires d'ici 2028, dont une à Morne-à-l'Eau et une dans le secteur nord Grande-Terre (Anse-Bertrand, Port Louis, Petit-Canal)
- Développer l'éco-exemplarité des collectivités et des professionnels

Equipements de transfert des déchets

- 5 quais de transfert dont celui de la CANGT à Morne-à-l'Eau pour rationaliser le transport des déchets et massifier les flux vers les équipements de valorisation et de traitement

Equipements de valorisation des déchets

- Projet de méthanisation et de compostage porté par Grenier Paysan pour les sous-produits organiques des exploitants agricoles et des entreprises sur le territoire de la CANGT
- L'équipement départemental de plateforme multifilières en 2022

Equipement de stockage

L'installation de stockage de la Gabarre ayant une autorisation d'exploiter jusqu'en mai 2017, une période provisoire de mai 2017 à 2022 doit être mise en place pour le stockage des déchets produits par les membres du SYVADE. 3 possibilités :

- Création d'un casier permettant d'accueillir tous les déchets produits par les membres
- Création d'un casier pour accueillir les ordures ménagères des membres, les encombrants et refus de tri des membres du SYVADE étant transférés sur l'installation de stockage de Sainte-Rose. Dans ce cas, la construction du quai de transfert de la CANGT s'avère urgente
- Aucun nouveau casier à la Gabarre et tous les déchets de la Guadeloupe devront être transférés à Sainte-Rose. Dans ce cas, afin de rationaliser le transport de déchets vers Sainte-Rose, la construction des quais de transfert s'avère urgente. Par ailleurs, cette possibilité semble inacceptable pour les acteurs des déchets en terme d'impact économique et environnemental, qualité des riverains du nord Basse-Terre.

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

Considérant que la CANGT doit formuler un avis sur le projet de plan et le rapport d'évaluation environnementale s'y rapportant.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,

Après en avoir délibéré et voté à l'unanimité :

DECIDE

ARTICLE 1 : De donner un avis favorable sur le projet de Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux en préconisant la mise en œuvre effective de la plateforme multifilières en 2022.

ARTICLE 2 : Sur la période 2017-2022, la CANGT souhaite que le projet du SYVADE de créer un casier pouvant accueillir l'ensemble des déchets de ses membres se réalise.


ARTICLE 3 : De donner un avis favorable sur le rapport d'évaluation environnementale sur le projet de plan.

ARTICLE 4 : La Présidente de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre et le Directeur Général de la Communauté sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,



La Présidente,

Gabrielle LOUIS-CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Basse-Terre (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.

